HAL
open science

L'Algérie au regard de l'histoire : un exemple d'évolution de l'historiographie coloniale

Jacques Cantier

To cite this version:

Jacques Cantier. L'Algérie au regard de l'histoire : un exemple d'évolution de l'historiographie coloniale. Cahier d'Histoire Immédiate, 1994, 6 (6), pp.29-55. hal-00965134

HAL Id: hal-00965134

https://hal.science/hal-00965134v1

Submitted on 25 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Algérie au regard de l'histoire
Un exemple d'évolution de l'historiographie coloniale

Jacques Cantier
Université Toulouse le Mirail

La grave crise que traverse aujourd'hui l'Algérie est assurément une crise d'identité qui oppose des visions antagonistes de l'avenir du pays mais aussi des interprétations différentes de l'histoire nationale. Benjamin Stora soulignait récemment le poids de ce passé inégalement assumé : « Plus de trente ans après son indépendance, l'Algérie est à nouveau confrontée à la question nationale surgie dans le temps colonial [...] La société régénérée et harmonieuse promise par le nationalisme de l'indépendance se heurte toujours à la force maintenue des solidarités et des pratiques anciennes » notait-il en avril 1993.

Pour comprendre ce rapport problématique à un passé, enjeu de luttes de mémoire, il n'est sans doute pas inutile de rappeler les différentes lectures suscitées depuis le siècle dernier par l'histoire algérienne. Il ne s'agit pas bien sûr de prétendre dresser un bilan complet de l'histoire de la question : une thèse n'y suffirait pas. Plus modestement on s'est efforcé de choisir et d'analyser rapidement un certain nombre d'ouvrages considérés comme représentatifs d'une époque ou d'un courant de pensée et de replacer les tendances ainsi dégagées dans le cadre plus vaste de l'évolution de l'histoire coloniale. Les choix effectués ont sans doute un caractère un peu subjectif et inévitablement sélectif. On citera ainsi S. Gsell pour évoquer la première histoire coloniale mais l'on trouverait une orientation semblable chez E.F. Gautier ou chez A. Bernard auxquels il ne sera fait qu'allusion.

L'historiographie doit être iconoclaste, comme l'a fort bien dit Pierre Nora, elle doit être aussi école de modestie car comme les historiens du passé nous sommes sans doute sous l'influence d'un milieu et de modes intellectuelles. C'est dans cet état d'esprit que l'on va essayer de montrer les grandes lignes de l'évolution d'un discours historique passé de la louange du colonisateur à la dénonciation du colonialisme, et qui se veut aujourd'hui discours scientifique à part entière.

L'histoire à la gloire du colonisateur

C'est aujourd'hui un constat banal de remarquer que l'histoire coloniale fut longtemps une histoire écrite par 1 e colonisateur pour légitimer de façon plus ou moins consciente son projet de domination. Il est tout de même intéressant dans le cas de l'Algérie de voir comment cette histoire a pu évoluer jusqu'à la constitution d'un discours relativement cohérent, dispensé par l'université d'Alger, largement vulgarisé auprès de l'opinion publique et dont on peut encore trouver l'écho dans certaines publications récentes.

Les premières tendances de l'historiographie

Le regard porté sur l'Algérie a évolué en fonction du projet colonial français. Durant les premières années de la conquête, ce projet était assez imprécis et cette

hésitation du colonisateur explique la relative liberté d'esprit des premières études. En 1830, l'Algérie est mal connue en France et, dès 1837, le ministère de la Guerre institua une commission qui entreprit une *Exploration scientifique de l'Algérie* s'intéressant aux sciences naturelles, à l'archéologie, à l'histoire et à l'ethnographie du pays[1]. Ces études qui répondent à un but stratégique révèlent toutefois une réelle curiosité. Comme le note le politologue J.-C. Vatin : « Les premiers acteurs de la colonisation sont aussi les premiers auteurs coloniaux de l'Algérie telle qu'elle existe alors, non systématiquement défavorables à l'Algérien, se laissant même aller à une certaine indigénophilie [...]. Les premiers numéros de la *Revue africaine* comme les enquêtes de saint-simoniens, de militaires ou d'administrateurs rendent bien compte d'un esprit d'observation et d'une volonté de connaissance du milieu indigène »[2].

Cette œuvre de découverte et cette approche ethnographique caractérisent aussi les fameux Bureaux arabes institués en 1844 afin de fournir des renseignements sur l'esprit des populations et d'assurer l'administration des tribus. Proches d'une communauté dont ils ont appris la langue et parfois accepté les modes de vie, favorables à une politique paternaliste d'association des populations indigènes, les officiers des Bureaux arabes réaliseront beaucoup d'études sur le terrain qui constituent un premier état de la question algérienne[3].

La fin du Second Empire et l'abandon du projet de « royaume arabe » de Napoléon III marquent un tournant dans l'histoire de la colonisation française en Algérie. La suppression des Bureaux arabes consacre la victoire de l'Administration civile et de l'Algérie des colons. A cette nouvelle orientation de la politique française va correspondre une nouvelle orientation de la recherche.

Au temps de la colonisation triomphante

L'installation de la IIIème République correspond à l'émergence de l'Ecole positiviste qui, tout en prétendant définir les méthodes d'une histoire scientifique, tend à se constituer en histoire officielle. La justification de la poli tique coloniale sera l'un des thèmes de cette Ecole[4]. En Algérie, deux domaines vont dès lors particulièrement être mis à l'honneur, celui de la conquête[5] et celui de la mise en valeur économique[6], Toutefois la démonstration de la réussite française ne pouvait constituer qu'une justification « en aval », Ce sera l'œuvre des historiens de l'Ecole d'Alger que d' aller en amont pour proposer une relecture globale du passé précolonial qui fasse de l'intervention française l'aboutissement logique de l'histoire algérienne.

L'*Histoire de l'Algérie* publiée en 1927, par les trois universitaires les plus réputés issus de l'Ecole d'Alger, S. Gsell, G. Marçais et G, Y ver, peut apparaître comme une synthèse du discours de l'histoire officielle. Fait significatif, cette étude

---

1 S. Gsell dans *Histoire et historiens de l'Algérie,* Paris, Librairie Félix Alcan, 1931.

2 J.-C. Vatin, *L'Algérie, politique, histoire et société,* Paris, FNSP/A.Colin, 1974, p. 21.

3 X. Yacono, Les Bureaux arabes et l'évolution des genres de vie indigène, Paris, Larrose, 1956,448 p.

4 G. Bourdé et H. Martin, *Les Ecoles historiques,* Paris, Le Seuil, 1983. Voir « L'école méthodique", pp. 181-214.

5 Voir l'œuvre du général Paul Azan, principal historien de la conquête. Auteur de *Conquête pacification de l'Algérie,* Paris, Larose, 1931,544 p. et d'une.étude sur *l'Armée d'Afrique de 1830 à* 1852, Paris, 1934; 524 p. ; il sera le conseiller militaire des célébrations du Centenaire.

6 *L 'Algérie française - Un siècle de colonisation* (Paris, A. Colin, 1930) de Victor Piquet peut apparaître comme une synthèse des études sur la mise en valeur économique.

appartient à une collection intitulée « Les vieilles provinces de France ». « L'Algérie certes n'est pas une vieille terre française, concèdent les auteurs, cependant nous allons bientôt célébrer le centenaire de son entrée dans notre histoire nationale. N'oublions pas d'autre part qu'elle a comme la France elle-même reçu l'empreinte de la civilisation romaine. Elle a comme la métropole ses ruines, ses souvenirs des premiers siècles de l'ère chrétienne. »

Ainsi l'archéologie est mobilisée pour affirmer dès le début une lointaine communauté de destin entre la France et l'Algérie. Malgré la volonté affichée des auteurs de ne pas tomber dans des comparaisons trompeuses, on est frappé par la similitude des termes employés pour évoquer « l'apogée de l'Afrique romaine sous les Sévère » et ceux que l'on employait à l'approche du Centenaire pour dresser le bilan de la présence française. On apprend ainsi que « sans chercher par des prescriptions violentes et hâtives à transformer les Africains malgré eux, Rome prit des mesures qui favorisèrent leur assimilation [...]. Elle fit non seulement la conquête de leur sol mais aussi celle de leurs âmes. Elle fut leur éducatrice plus par l'ascendant qu'elle exerça sur eux que par la contrainte »[7]. Suit l'évocation des « siècles obscurs » de l'Algérie. Traitant la période musulmane, G. Marçais souligne les résistances à l'arabisation et met en lumière les divisions liées à l'affrontement des sectes et des dynasties qui dominèrent l'Afrique du Nord. Après une éphémère présence espagnole au début du XVIème siècle, l'Algérie devient une province de l'Empire ottoman. L'auteur développe une vision très négative de la période turque durant laquelle Alger apparaît comme un repaire de pirates où règne l'anarchie politique et morale. La substitution de la domination française à la domination turque est donc tout à fait salutaire et les derniers chapitres rédigés par G. Yver constituent une apologie de la colonisation française.

On le voit dans cette approche, l'Algérie apparaît plus comme un objet que comme un sujet historique. Ailleurs, S. Gsell a pu s'exclamer : « L'Algérie ! Un nom que nous avons créé et qui ne devint officiel qu'en 1838 ; un morceau découpé arbitrairement dans l'Afrique du Nord à l'époque turque et qui reçut alors à peu près ses limites actuelles; une unité factice dont la France a fait autant qu'elle a pu une unité réelle »[8]. J.-C. Vatin a fort bien analysé les conclusions implicites d'un tel discours : « Colonisée de tout temps, l'Algérie était donc de tout temps colonisable. Le *fatum* algérien condamnait un territoire à n'être qu'occupé et une population à demeurer en esclavage »[9]. Le raccourci de J.-C. Vatin est peut-être un peu rapide pour évoquer l'œuvre d'universitaires et d'érudits mais il résume bien le message qui allait être répandu par les vulgarisateurs et les autorités publiques.

A l'intérieur du mouvement algérianiste, Louis Bertrand allait ainsi se singulariser en poussant jusqu'à la caricature certains thèmes de l'Ecole historique d'Alger et en particulier la redécouverte de l'Afrique latine. Dans son livre *Devant l'Islam* publié en 1926, il proclame ainsi « que l'Algérie fut un pays latin et chrétien, qu'elle l'est restée beaucoup plus qu'on ne le croit, qu'en entrant dans ce pays nous sommes rentrés dans un domaine perdu de la latinité ». Il annonce également : « Le latin d'Afrique est sorti des nécropoles de l'histoire et de l'archéologie pour rentrer dans la vie. Le mot 'africain' va reprendre la signification qu'il avait au temps d'Apulée et de Saint Augustin »[10].

---

[7] S. Gsell, G. Marçais, G. Yver, *Histoire de l'Algérie*, Paris, Boivin et Cnie Editeurs,1927,p. 65.

[8] S. Gsell, Histoire et historiens de l'Algérie, op. cit., p. 12. 9 J-C Vatin, op. cit., p. 48.

[9] J.C. Vatin, *op. cit.*, p. 48.

[10] L. Bertrand, *Devant l'Islam*, Paris, Plon, 1926, p. 128.

Les pouvoirs publics ne seront pas en reste dans la volonté de récupération à des fins de propagande de l'histoire algérienne. Le Centenaire de l'Algérie fut ainsi conçu comme une grande manifestation d'unanimisme colonial destinée à occulter les problèmes du moment. Les universitaires eurent droit aux honneurs de *La Collection du Centenaire,* œuvre monumentale d'une trentaine de volumes qui se voulait, un siècle après *L'Exploration scientifique de l'Algérie,* la somme des connaissances accumulées par la science coloniale. A côté de ces travaux d'érudition furent publiés les *Cahiers du Centenaire,* une douzaine de brochures de vulgarisation envoyées dans toutes les écoles de France et d'Algérie. Enfin un Bureau de presse du Centenaire disposant de fonds importants diffusa auprès d'un grand nombre de journaux toute une série d'articles à la gloire de l'Algérie française. Le discours historique se résume dans ces articles à quelques formules lapidaires opposant la légende noire de la période précoloniale à la légende dorée de la période française : « L'Algérie n'est pas l'Orient elle est l'Afrique blanche [...]. La mainmise de l'Orient sur le nord-africain n'a été qu'une longue et tragique éclipse [...]. Ce qui palpitait dans nos voiles au large de Sidi Ferruch c'était un souffle d'affranchissement, c'était le vent frais du réveil d'une race. C'était l'avenir que portaient dans leurs flancs nos frégates »[11].

Les excès mêmes du Centenaire allaient susciter un certain nombre de mises au point chez des historiens comme C.-A. Julien qui allaient engager vers de nouvelles voies la recherche historique. Toutefois l'affirmation de nouvelles orientations ne signifie pas bien évidemment la disparition des anciennes tendances. Les thèmes et les méthodes d'une histoire favorable au colonisateur, bien qu'aujourd'hui marginalisés d'un point de vue universitaire, continuent à jouir des faveurs d'un public nostalgique.

Les clairons de la nostalgie

L'indépendance de l'Algérie a ainsi suscité une nombreuse littérature véhiculant souvent une image idéalisée de la période coloniale. L'éditeur R. Laffont a ainsi créé une collection au titre significatif, *L'Algérie heureuse,* qui réunit les grands classiques de l'Algérie française : *Le Sang des races* de Louis Bertrand, *Les Algérianistes* de Robert Randau... Dans cette collection a été également rééditée *L'Histoire de l'Algérie Française,* rédigée au moment même de l'indépendance par, un professeur algérois, Claude Martin. Trente ans après les discours triomphalistes du Centenaire, l'auteur reprend les thèmes qui furent chers à l'Ecole d'Alger mais il ne peut cacher son amertume face à un échec final qu'il explique surtout par l'indifférence de la métropole. La conclusion est très pessimiste : « Des maîtres étrangers qui ont successivement régné sur ce singulier pays, difficile à conquérir, impossible à assimiler et jusqu'ici incapable de se gouverner lui-même, il n'est resté que quelques édifices ou quelques ruines. En sera-t-il de même de l'œuvre qu'en plus d'un siècle la France avait édifié sur cette terre captivante et décevante ? »[12]

Xavier Yacono peut également apparaître comme l'héritier de l'Ecole d'Alger. Ancien élève de la Bouzaréa, l'Ecole normale d'Alger, professeur au collège moderne puis à l'université d'Alger, il acheva sa carrière universitaire à Toulouse. Auteur d'une thèse sur *La Colonisation de la vallée du Chélif;* d'une étude sur *Les Bureaux arabes,* sur *La Franc-maçonnerie algérienne* et de plusieurs articles bibliographiques, le

---

[11] Dans notre maîtrise d'histoire, *Le Gouverneur général Bordes et l'Algérie du Centenaire* (Université de Toulouse-Le Mirail, 1990), nous avons analysé, à partir des archives du Fonds Bordes la préparation et la signification de cette manifestation coloniale conçue comme un lieu de mémoire.

[12] C. Martin, *Histoire de l'Algérie Française,* Paris, les Quatre Fils Aymon, 1963.

professeur Yacono est donc Incontestablement un des meilleurs spécialistes de l'Algérie coloniale. Sa vision, toutefois, révèle un certain conservatisme devenu plus apparent après l'indépendance. Durant les années 70, il polémiquera à plusieurs reprises avec le libéral C.-R. Ageron à qui il reproche d'avoir « une vue vraiment trop simplifiée des choses opposant une France soucieuse de réformes à des Français d'Algérie hostiles à tout changement alors que la vérité paraît être une France profondément indifférente laissant se développer librement l'égoïsme d'une minorité de colons »[13]. Il conclut ailleurs un article par une phrase très révélatrice de son point de vue de Français d'Algérie : « Entre la justice et la défense de la souveraineté française on opte toujours pour la seconde. Qui s'en étonnerait à moins de condamner le principe même de la colonisation »[14]. Préfaçant en 1984 le livre de P. Goinard, *Algérie - L'œuvre française*, Yacono avoue « ne pas avoir douté un seul instant de la valeur humaine de l'œuvre que nous avons accomplie et en tirer un motif de fierté »[15].

Les tentatives de décolonisation de l'histoire

Il est sans doute possible de déceler dans la consécration même de l'Ecole d'Alger les germes de sa future contestation. Cette consécration peut être datée de la publication dans le cadre de la collection du Centenaire d'un volume intitulé

Histoire et historiens de l'Algérie préparé en collaboration avec la *Revue historique.* Quinze spécialistes se sont vu confier le soin de dresser un bilan sur un domaine de l'historiographie algérienne. On retrouve là les vieux maîtres, S. Gsell, E.-F. Gautier, W. Marçais et quelques jeunes historiens, dont Fernand Braudel qui évoque les Espagnols en Algérie au début du XVIème siècle. L'inspiration même du volume pousse évidemment à l'auto-glorification de l'université d'Alger, pourtant quelques perspectives nouvelles sont ouvertes. Un certain nombre de lacunes sont ainsi mises en évidence. E.-F. Gautier constate par exemple que « l'histoire de l'Afrique du nord musulmane reste à faire », constat repris par plusieurs autres historiens. La cause de cette méconnaissance réside, explique-t-on, dans la mauvaise qualité des sources arabes, mais quelques pistes de recherche sont évoquées. Dans une réflexion sur les relations entre histoire et géographie, E.-F. Gautier suggère que l'on gagnerait à coupler plus souvent ces deux disciplines pour parvenir à une connaissance plus approfondie du pays. Dans ce même volume, G. Esquer, archiviste bibliothécaire du gouvernement général, publie un inventaire des sources de l'histoire de l'Algérie et indique aux chercheurs éventuels l'état des archives antérieures à la conquête. Ainsi, malgré son académisme, cette publication n'est pas inutile et ce n'est sans doute pas un hasard si le coordonnateur de cette étude n'est autre que C.-A. Julien qui allait contribuer à renouveler l'histoire de l'Afrique du Nord.

Ce renouvellement allait suivre plusieurs voies. Les géographes auront un rôle particulier à jouer en aidant à mieux connaître le cadre physique et humain dans lequel s'inscrit l'histoire algérienne. Les historiens ensuite vont s'affranchir de la pseudo-

---

[13] X. Yacono, « La recherche et les livres sur l'histoire contemporaine de l'Algérie au cours des dernières années (1962-1970) », *Compte rendu mensuel de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer*, décembre 1970, p. 436.

[14] X. Yacono, « La France et les Algériens musulmans », *Revue historique* n° 493, janv.-mars 1970, p. 121.

[15] P. Goinard, *Algérie - L'œuvre française*, Paris, Robert Laffont, 1984. Rédigé par un ancien professeur de chirurgie de l'uni versité d'Alger, ce tableau de l'Algérie française procède de l'esprit de l'ancienne histoire coloniale et révèle un souci du détail et de la statistique en ce qui concerne les réalisations matérielles mais une certaine cécité sur les problèmes politiques.

objectivité de leurs prédécesseurs pour dresser une dénonciation du colonialisme. Les Algériens, à leur tour, prendront alors le relais.

Le rôle des géographes

E.-F. Gautier avait écrit : « Il serait facile de montrer, en d'autres cas concrets, combien la considération du terrain éclaire l'enchaînement des faits »[16]. La publication en 1946 de *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II* par F. Braudel allait illustrer tout ce que la géographie pouvait apporter à l'histoire : « Poser les problèmes humains tels que les voient étalés dans l'espace et si possible cartographiés, une géographie humaine intelligente »[17]. Cette volonté de décloisonner l'histoire, de l'affranchir du seul document écrit pour l'intéresser à l'archéologie, à la lecture des paysages va profiter du grand dynamisme de l'Ecole française de géographie au lendemain de la Guerre. De nombreuses études vont s'efforcer de mettre en évidence le dialogue entre les hommes et l'espace, l'indigène et non plus seulement le colon devenant acteur fondamental de ce dialogue.

Les bases à proprement parler géographiques seront jetées dans trois ouvrages fondamentaux, plusieurs fois réédités : *L'Afrique du Nord* de J. Despois, *Le Sahara français* de R. Capot-Rey, attentifs tous deux aux problèmes physiques et humains, et *L'Afrique du Nord* de Jean Dresh, plus sensible aux questions économiques et sociales[18].

De nombreuses monographies vont ensuite être publiées qui intègrent souvent une dimension historique et une dimension géographique. On a déjà cité l'étude de X. Yacono sur *Les Bureaux arabes et l'évolution des genres de vie indigènes dans l'ouest du Tell algérois* (1953) et sa thèse sur *La Colonisation des plaines du Chélif de Lavigerie au confluent de la Mina* (1956). H. Isnard étudie, lui, *La Réorganisation de la propriété rurale et ses conséquences sur la vie indigène.* P. Boyer s'intéresse à *L'Evolution de l'Algérie médiane (ancien département d'Alger) de 1810 à* 1956.

L'Ecole géographique française va jouer un rôle important dans la contestation du mythe colonial. Un historien, Pierre Vidal-Naquet, en témoigne : « Ayant achevé mes études d'histoire en 1955 au début de la guerre d'Algérie, je puis témoigner de l'importance décisive pour les historiens de ma génération de l'enseignement et des livres de Dresh et de la lecture de la thèse [...] de H. Isnard sur la vigne en Algérie »[19].

Dès cette époque, l'Algérie n'est plus d'ailleurs un objet d'étude comme les autres; elle est devenue, par la force des événements, enjeu d'un débat souvent passionné. Un colloque de l'Institut d'Histoire du Temps Présent de 1988 a d'ailleurs donné naissance à un excellent recueil : *La Guerre d'Algérie et les intellectuels français.* Si l'on sien tient aux seuls historiens, il va apparaître que la guerre d'Algérie accélère la volonté de décoloniser l'histoire et que les critiques modérées issues de la tradition libérale républicaine vont rapidement être dépassées par des dénonciations plus radicales.

---

[16] E.-F. Gautier dans *Histoire et historiens de l'Algérie,* Paris, Librairie F. Alcan, 1931, pp. 17-35.

[17] F. Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II,* Paris, A. Colin, 1949, 2ème éd. 1966, t. II, p. 295.

[18] R. Capot-Rey, *Le Sahara français,* Paris, 1949,624 p. ; J. Despois, *L'Afrique du Nord,* Paris, PUF, 1958, 628 p. ; J. Dresh, « L'Afrique du Nord" dans *La Méditerranée et le Moyen Orient,* Paris, 1953, t. 1, pp. 391-525.

[19] Préface de la thèse de G. Meynier, *L'Algérie révélée,* Genève, Droz, 1981.

De la critique libérale à la dénonciation du colonialisme

Le courant libéral, incarné sur le plan politique par un Maurice Viollette désireux de réformer le système colonial sans en remettre en question l'existence même, aura aussi ses tenants parmi les historiens de l'Algérie. Il faut ici évoquer la personnalité attachante de C.-A. Julien. Né en 1891 à Caen et arrivé en Algérie à l'âge de quinze ans, ce professeur d'histoire ami de Léon Blum publie en 1931 une remarquable *Histoire de l'Afrique du Nord.* S. Gsell, qui rédige la préface, rend hommage au travail de C.-A. . Julien mais glisse une petite réserve : « Ce n'est point assurément le sens critique qui lui manque. Sa personnalité ne se dissimule pas [...] Il n'aime pas les impérialismes et les nationalismes, les manières trop fortes et les opérations coloniales trop fructueuses; il réserve sa sympathie aux gens qui reçoivent les coups et qui souvent d'ailleurs ont fait ce qu'il fallait pour les recevoir »[20]. Tout au long d'une longue carrière universitaire, qui le mènera de la faculté de lettres de Rabat à la chaire d'histoire de la colonisation en Sorbonne, C.-A. Julien s'efforcera de comprendre et de rapprocher les différentes populations d'Afrique du Nord. En 1936, il préside un Haut comité méditerranéen chargé de coordonner la politique coloniale du front populaire. En 1953, il publie *L'Afrique du nord en marche,* analyse de la genèse et du développement des nationalismes maghrébins, souvent citée en modèle d'histoire immédiate. « On pourra écrire de meilleurs livres que celui de C.-A. Julien sur la décolonisation au Maghreb, constate Jean Lacouture, mais qui saura retrouver ce certain feu d'enthousiasme ou de colère, cette fièvre d'illusions, d'indignation, l'extraordinaire ton de fraternité qui liait alors les militants maghrébins aux plus courageux de leurs amis français, un Massignon, un Mauriac, un Julien »[21].

Cette position libérale caractérise aussi l'attitude de C.-R. Ageron qui fait un peu figure d'héritier spirituel de C.-A. Julien. Professeur d'histoire au lycée d'Alger au début des années 50, Ageron publie en 1968 une thèse monumentale sur *Les Algériens musulmans et la France 1870-1919.* Le titre même indique la volonté de mettre au premier plan ces Algériens musulmans longtemps refoulés au deuxième rang dans l'historiographie française[22]. Ce libéralisme suscite les réserves des conservateurs comme le professeur Yacono mais il n'entraîne pas l'adhésion d'historiens plus radicaux. J.-C. Vatin, qui est assez proche de l'historiographie marxiste, écrit ainsi : « Il est vrai que les propos d'Ageron ou de Julien restent marqués par l'illusion libérale longtemps entretenue; celle d'une bonne colonisation possible, d'une nation algérienne regroupant musulmans et chrétiens, indigènes et européens, de textes susceptibles de modifier les réalités. D'où cette litanie des occasions perdues, des réformes qui auraient pu tout sauver [...] »[23]. La critique est sans doute un peu réductrice pour évoquer l'œuvre majeure construite par Ageron, elle est en tout cas révélatrice d'une nouvelle évolution de l'historiographie.

---

[20] Préface à *C.-A.* Julien, *Histoire de l'Afrique du Nord.* Paris, Payot, 1931,866 p. . On trouvera dans cette œuvre de synthèse au style alerte la première des bibliographies critiques dont C.-A. Julien parsèmera son œuvre.

[21] J. Lacouture, « L'histoire immédiate » dans *La nouvelle Histoire,* sous la direction de J. Le Goff, R. Chartier, J. Revel, Paris, CEPL, 1978.

[22] X. Yacono suggèrera que le titre exact de la thèse aurait dû être : « La France et les Algériens musulmans », car ces derniers n'eurent jamais l'initiative. Dans sa réponse, C.-R. Ageron se présente comme « un homme qui ne cache pas se rattacher en matière coloniale à la tradition libérale métropolitaine » et oppose la défense de la « conscience française » à celle de l'Algérie française qu'incarne Yacono. Cf. *Revue historique,* n° 493, janvier-mars 1970; n° 494, avril-juin 1970.

[23] J.-C. Vatin, *L'Algérie politique, histoire et société,* Paris FNSP/A.Colin, p. 51.

G.Pervillé analyse fort bien la mutation sémantique significative qui s'est opérée au lendemain de la Seconde guerre mondiale : « Dans l'usage courant la colonisation est comprise comme *l'annexion et l'exploitation d'un peuple par un autre* (Ferhat Abbas, 1943), autrement dit le colonialisme. La vision anticolonialiste de la colonisation s'est imposée à tous les esprits »[24].

Y. Lacoste, A. Noushi et M. Prenant, en publiant en 1961 *L'Algérie passé et présent - Le cadre et les étapes de la constitution de l'Algérie actuelle,* poursuivent un double but. D'une part, il s'agit de démystifier l'histoire de l'Algérie, de lutter contre les « *fausses légendes* » et les « *grossières falsifications* » de l'histoire colonialiste. D'autre part, il s'agit de développer une interprétation marxiste de l'histoire algérienne, ce qui suppose la mise en évidence des différents modes de production qui se sont succédé. Ce double but apparaît de façon évidente dans le sort qui est réservé à la période romaine. Les auteurs refusent de voir dans les ruines imposantes que Rome a laissées sur le sol algérien « l'effet d'une supériorité incontestable de la civilisation romaine; les souverains musulmans n'ont pas eu à leur disposition les masses énormes d'esclaves que purent employer les constructeurs romains. Quoi qu'il en soit ces réalisations ne peuvent en aucune façon témoigner de la prospérité de l'ensemble du pays mais seulement du luxe d'une minorité qui en exploita la richesse et les hommes »[25]. Ainsi se trouve rejetée la légende dorée forge par l'Ecole d'Alger et mis en évidence le mode de production esclavagiste. Toutefois on reste visiblement dans le cadre d'une lecture idéologique : reprochant à leurs prédécesseurs d'avoir utilisé le passé pour légitimer l'entreprise coloniale française, les auteurs semblent tomber ici dans un travers inverse en projetant sur la période romaine leur vision du colonialisme contemporain. De même, alors que leurs prédécesseurs avaient souligné l'absence d'unité historique de l'Algérie, les auteurs vont s'employer à démontrer que « depuis l'Antiquité mais surtout depuis le IXème siècle, ce Maghreb central a donc constitué une individualité bien marquée quelle que soit la mobilité de son centre de gravité politique »[26]. Cette entité a été organisée sur des bases étatiques par les Turcs mais le maintien d'une forte féodalité algérienne explique l'inachèvement national à la veille de la conquête. C'est donc l'agression française qui « provoque une résistance présentant pour la première fois des caractères d'unité nationale »[27]. Cette résistance donna naissance à l'Etat d'Abd-EI-Kader qui aspirait non seulement à « abattre les structures féodales mais à créer un pouvoir d'Etat centralisé et à l'étayer par l'introduction de formes plus modernes de production »[28]. L'ouvrage s'achève par l'évocation du système colonial et du triomphe de la grande colonisation. Il faut évidemment replacer cet ouvrage dans le contexte troublé qui l'a vu naître alors que la guerre d'Algérie n'était pas encore finie. Si l'on peut regretter le ton parfois polémique, il faut noter aussi les aspects novateurs. On trouve ainsi dans ce livre le tableau approfondi de la Régence en 1830, la description des structures foncières et des rapports villes-campagnes avant et après la conquête dont Yacono regrettait l'absence dans sa bibliographie de 1958.

L'approfondissement de cette lecture marxiste de l'histoire algérienne sera l'objet des travaux du Centre d'Etude et de Recherche marxiste. R. Gallissot et L.

---

[24] G. Pervillé, *De l'Empire français à la décolonisation,* Paris, Hachette, 1991, p. 8.

[25] Y. Lacoste, A. Noushi, M. Prenant, L'Algérie présent et passé - Le cadre et les étapes de la constitution de l'Algérie actuelle, Paris, Editions sociales, 1962, 462 p.

[26] *Ibidem*.

[27] *Ibidem,* p. 228.

[28] *Ibidem*.

Valensi s'efforceront ainsi de déterminer le mode de production de l'Algérie précoloniale. R. Gallissot a étudié tout au long de son œuvre « la conjonction factuelle des luttes de classes et des luttes nationales, et la rencontre problématique : classes et nation »[29].

La domination de cette approche de type marxiste caractérise la période. Dans la polémique qui l'oppose à X. Yacono, C.-R. Ageron qui n'est pas marxiste avoue avoir privilégié dans sa thèse les portraits de groupe aux portraits individuels. S'il cite Tocqueville et non Marx pour se justifier - « On peut m'opposer sans doute des individus; je parle des classes : elles seules doivent occuper l'histoire » – le propos n'en est pas moins significatif d'une conception globalisante de l'histoire. J.-C. Vatin qui en 1974 publie *L'Algérie politique. Histoire et société* s'inscrit lui aussi dans cette mouvance, le marxisme lui paraissant « plus convaincant que toute autre forme d'analyse pour expliquer les bases sociales de la politique »[30].

Pour la clarté de la présentation on a insisté jusqu'à présent sur l'historiographie française, il est temps d'évoquer le développement de l'historiographie algérienne.

Naissance et développement d'une histoire nationale

« L'histoire coloniale est presque toujours à sens unique car c'est le propre d'un peuple colonisé de n'avoir plus d'histoire, ou du moins d'historiens hormis celle et ceux du colonisateur », constatait le géographe Jean Dresh[31]. Il était donc nécessaire pour les Algériens soucieux d'affirmer leur identité nationale de se réapproprier leur histoire. Mohamed Chérif Salhi publia en 1962 un essai au titre significatif : *Décoloniser l'histoire - Introduction à l'histoire du Maghreb.* Cette volonté de rendre aux peuples musulmans soumis la fierté de leur passé ne date pas de l'indépendance. Dès l'entre-deux-guerres, le mouvement des *oulémas* réformistes constitué autour du Cheik Ben Badis avait travaillé à la renaissance en Algérie d'un Islam rénové. Le penseur du groupe Mubarak al-Mîli (1897-1945) « composa la première histoire nationale de l'Algérie en langue arabe : *Histoire de l'Algérie de l'Antiquité à nos jours* (2 vol. 1928-1932) dont la dédicace à la jeunesse algérienne indique l'esprit : l'histoire devait être à la fois le miroir du passé et l'instrument du redressement d'un peuple »[32]. Dans la mouvance des *oulémas,* Tawfiq-al Madani publia en 1932 un *Livre de l'Algérie* « œuvre polémique d'histoire patriotique qui devint l'Encyclopédie du nationalisme algérien" selon C.-R. Ageron[33].

Dès le début, la question de l'identité nationale, de sa naissance ou de sa renaissance, se trouve donc au cœur de la problématique développée par l'historiographie algérienne. « Histoire et nation étant liées il allait quasiment de soi que les écrits d'après l'indépendance tentent de situer les étapes du nationalisme", note J.-C.

---

[29] R. GalIissot et L. Valensi, « Le Maghreb précolonial : mode de production archaïque ou mode de production féodal ? Un débat du CERM », *La Pensée,* décembre 1965, p. 55-93. Voir aussi sur cette problématique le petit livre très pratique de Lucette Valensi, *Le Maghreb avant la prise d'Alger,* Paris, Flammarion, coll. « Questions d'histoire », 142 p. ; R. Gallissot, *Maghreb, Algérie : classes et nations,* Paris, Arcantères, 1992, reprend les principaux textes de l'auteur.

[30] J.-C. Vatin, *op. cit.,* p. 11.

[31] Jean Dresh, préface à Y. Lacoste, A. Nousbi, M. Prenant, *L'Algérie présent et passé.* op. cit.

[32] C.-R. Ageron, Histoire de l'Algérie contemporaine 1870-1954, Paris, PUF, 1979, p. 325.

[33] *Ibidem,* p. 326.

Vatin[34]. Cette quête déboucha sur plusieurs ouvrages importants. A. Laroui publia *Une Histoire du Maghreb - Un essai de synthèse*, livre brillant et iconoclaste, qui lui valut les louanges de Maxime Rodinson et de C.-A. Julien[35]. L'essai de M. Lacheraf sur *l'Algérie nation et société* apparaît lui aussi comme une contribution importante à cette réflexion[36]. A côté de ces grandes synthèses, d'autres auteurs vont préférer des études plus ciblées éclairant un point plus précis du cheminement nationaliste. Dans *La Vie politique à Alger de* 1919 *à* 1939, M. Kaddache[37] analyse très finement les élections et les manifestations politiques de l'entre-deux-guerres et souligne l'autonomie progressive de la composante indigène par rapport aux pressions du pouvoir colonial, Ali Merad publie, lui en 1967, une étude fondamentale sur *Le Réformisme musul1nan de* 1925 *à 1940* dans lequel il s'intéresse au mouvement des oulémas réformistes présentés plus comme des hommes de réflexion que d'action[38].

Toutefois cette reconquête du passé algérien était aussi un enjeu politique pour le jeune Etat algérien, Le président Boumédienne précisait lui-même dans un discours du 29 mai 1968, annonçant la création de l'université de Constantine : « L'Algérie révolutionnaire a résolument décidé de faire revivre ce riche patrimoine et ce glorieux passé afin de bannir à jamais l'ère de l'obscurantisme et de la stagnation imposée »[39]. Cette volonté va évidemment déboucher sur une histoire nationaliste qui tend à se constituer en histoire officielle. C.-A. Julien constate ainsi dans sa notice bibliographique de 1972 : « Les Maghrébins se penchent volontiers sur leur passé lointain pour y trouver des légitimations de leur résistance à l'étranger. Si l'on s'en tient au point de vue strictement historique [...] il est évident que les évocations de Jugurtha et Abd-EI-Kader par Amrouche, Kateb, Krea et Sahli, appellent des réserves car elles attribuent à leurs héros des tendances dont il n'est pas sûr qu'elles répondent aux réalités de leurs temps mais elles sont essentiellement des œuvres de combat et des professions de foi qui ainsi comprises, méritent de retenir l'attention. »[40]. J.-C. Vatin définit fort bien les caractères de cette nouvelle histoire officielle : « Contretype de l'histoire coloniale, l'histoire nationaliste se maintient au plan de l'historiographie la plus traditionnelle, la plus dépassée. Elle reste idéologie »[41]. Il aurait sans doute été intéressant pour cerner plus précisément les grandes lignes de cette nouvelle histoire algérienne de pouvoir étudier quelques manuels scolaires depuis l'époque de l'indépendance jusqu'à la période la plus récente. Il ne nous a malheureusement pas été possible de nous en procurer dans le cadre de cette étude, nécessairement trop rapide.

---

[34] J.-C. Vatin, *op. cit.*, p. 37.

[35] A. Laroui, *Histoire du Maghreb - Un essai de synthèse*, Paris, Maspéro, 1970, 393 p. , Coll. Textes à l'appui. Cet essai est « l'œuvre d'un colonisé qui ressent profondément l'humiliation des occupations étrangères, œ qui explique son zèle iconoclaste et sa sévérité envers ses prédécesseurs », constate C.-A. Julien.

[36] M. Lacheraf, *Nation et société*, Paris, Maspéro, 1965, 349 p.

[37] M. Kaddache, *La vie politique à Alger de* 1919 *à* 1939, Alger, SNED, 1970,390 p. M. Kaddache élargira ensuite la portée de son propos en publiant une *Histoire du nationalisme algérien*, Alger, SNED, 1980,2 vol.

[38] A. Merad, *Le Réformisme musulman de* 1925 *à 1940 - Essai d'histoire religieuse et sociale*, Paris-La Haye, Mouton et Cille, 1967,472 p. Aujourd'hui professeur d'histoire à Lyon III, A. Mérad a publié plusieurs études d'histoire religieuse portant notamment sur les rapports entre christianisme et Islam.

[39] Cité dans J.-C. Vatin, *op. cit.*, p. 51.

[40] C.-A. Julien, *L'Afrique du Nord en marche*, op. cit., p. 370.

[41] J.-C. Vatin, *op. cit.*, p. 51.

Retenons toutefois que l'histoire de l'Algérie fut souvent une histoire passionnelle, marquée par les événements tragiques qui secouèrent le pays de 1945 à 1962. La lecture du passé fut bien sûr influencée par l'actualité dans laquelle les historiens se trouvaient immergés. Il n'en reste pas moins que plusieurs acquis importants de la science historique datent de cette période. Restent à voir maintenant les tendances les plus récentes de l'historiographie coloniale et algérienne.

Les tendances actuelles de l'historiographie coloniale

Il est évidemment plus difficile d'essayer de dégager les tendances de la recherche contemporaine que d'évoquer les historiens du passé. Au risque d'être caricatural on s'efforcera pourtant de mettre en évidence une double orientation : d'une part une volonté de redéfinition des thèmes traditionnels qui a entraîné un renouvellement de la problématique coloniale, d'autre part un souci d'ordonner ces acquis récents qui a débouché sur plusieurs tentatives de synthèse.

Vers un renouveau de l'histoire coloniale ?

Ce renouveau passe d'abord par une volonté de préciser des concepts trop souvent utilisés sans une réflexion préalable. Comme le note G. Pervillé : « L'histoire coloniale renouvelée, si elle répond à un besoin réel de la société française, ne pourra le faire avec une autorité accrue qu'à condition de critiquer au préalable les concepts fondamentaux et les idéologies qui les sous-tendent »[42]. C'est ce à quoi il s'emploie en introduction de son excellent manuel *De l'Empire français à la décolonisation.* Il démontre ainsi que, dès le XIXe siècle, le mot colonisation renvoie à deux conceptions différentes. Pour les économistes libéraux instruits de l'expérience américaine, la colonisation c'est « le peuplement, l'appropriation et la fécondation d'un sol et le développement de toutes ses ressources par une immigration qui s'y implante sans espoir de retour » *(Dictionnaire Larousse du XIXème siècle,* 1869), l'émancipation progressive de la colonie étant dans la nature des choses. Pour les juristes, la colonisation se définit par le statut de dépendance imposé dans son intérêt par la métropole aux territoires annexés. De cette ambiguïté peuvent se déduire bien des hésitations sur la nature et l'avenir de l'entreprise coloniale. A côté de ce mot de colonisation, G.Pervillé montre comment apparaît, à la fin du XIXème siècle, le mot nouveau de *colonialisme,* chargé d'une connotation péjorative par ses inventeurs libéraux, opposés à une politique d'expansion. Or ce terme, nous l'avons déjà signalé, tend à supplanter dans l'usage courant celui de colonisation au lendemain de la Deuxième guerre mondiale. Quand au terme de décolonisation, il apparaît dès 1932 en Angleterre lorsque le statut de Westminster transforme l'ancien Empire colonial en *British Commonwealth of Nations,* mais il ne devient courant en France qu'à la fin des années 50. On le voit, ces précisions sémantiques sont tout à fait révélatrices de l'évolution des mentalités coloniales.

Dans une maîtresse-thèse, *L'Algérie révélée,* consacrée à l'évolution du pays dans le premier quart du XXème siècle, G. Meynier renouvelle et approfondit la notion de « domination coloniale »[43]. Toute la première partie de son étude démonte avec minutie les bases de cette domination : les aspects institutionnels et juridiques, les

---

[42] G. Pervillé, *De l'Empire français à la décolonisation,* Paris, Hachette, 1991, p. 1.

[43] G. Meynier, L'Algérie révélée : la guerre de 1914-1918 et le premier quart du XXème siècle, Genève, Droz, 1981.

justifications idéologiques, les structures foncières, la place de l'Algérie dans le capitalisme français, les liens militaires avec la métropole ont droit à des analyses d'une égale précision. L'autre notion qui domine la réflexion de G. Meynier est celle *d'algérianité,* conçue non pas comme une donnée héritée de la période précoloniale, mais comme un construit issu des « luttes et solidarités nouvelles » face à une domination affaiblie par la guerre. G. Meynier, qui appartient à la « dérive marxiste », s'efforce d'inscrire cette affirmation de la nation algérienne dans son contexte social en posant le problème des rapports entre conscience nationale et conscience de classe. On ne pourra pas appliquer en tout cas à la thèse de G. Meynier la critique que fait Mohamed Harbi à une certaine historiographie marxiste : « A côté des analyses de classes faites *a priori* et étayées *sur* de grandes considérations théoriques, les enquêtes sociologiques concrètes étaient rares. Il semblait que la réalité des faits n'était jamais conviée à mettre à l'épreuve les textes sacrés[44]. Remarquable réflexion entre le temps long des structures et le temps court de la conjoncture, la thèse de G. ~ Meynier montre donc comment la guerre contribue à révéler une Algérie nouvelle.

Cette nation algérienne dont G. Meynier a montré l'affirmation progressive est également au cœur de l'œuvre de Mohamed Harbi. Ancien membre du PPA puis du FLN, opposant à Boumédienne et exilé depuis 1973, Mohamed Harbi a publié plusieurs études *sur* le nationalisme algérien, notamment les *Origines du FLN* (1975) ou les *Archives de la révolution algérienne* (1981). Dans un excellent petit livre, 1954, *la Guerre commence en Algérie,* il propose une réflexion non seulement *sur* les mécanismes et les origines de l'insurrection, mais aussi sur la façon d'écrire une histoire aussi passionnelle que celle de la guerre d'Algérie : « Le lecteur comprendra aisément pourquoi tout en donnant sa pleine dimension à l'événement, donc à l'histoire politique, j'ai mis l'accent sur les données structurelles qui ont nourri les aspirations et façonné les mentalités [...] Référence ou alibi, novembre 1954 a suscité des représentations qui tendent à substituer la légende à l'histoire réelle. [...] C'est en ce sens qu'une étude, même rapide, de ces représentations était indispensable »[45]. Partir de l'événement, élargir aux causes, intégrer les représentations, la méthode mérite d'être retenue. Pour dépasser le mythe, colonial ou national, il ne faut donc pas le nier mais l'appréhender en tant que représentation et étudier son rôle dans l'imaginaire social. Cette réflexion est poursuivie dans son dernier livre : *L'Algérie et son destin, croyants et citoyens,* essai d'ego-histoire où l'auteur révèle son itinéraire politique et intellectuel et porte un regard critique sur son œuvre. L'auteur développe une analyse très intéressante sur la difficulté de l'histoire algérienne : « L'histoire ancienne est lourde d'une angoisse quant à la nature de l'identité algérienne [...]. L'histoire proche est hypothéquée, elle, d'une forte charge émotionnelle. C'est une contre-histoire alimentée par la révolte et par le refus de la coupure de 1830 [...] En faisant remonter l'existence d'une nation algérienne à la période précoloniale, le nationalisme s'interdit d'étudier la formation du peuple algérien comme processus historique et rend incompréhensibles les problèmes posés par le brassage des populations »[46].

Autre sujet de réflexion pour l'historiographie contemporaine : la place de l'individu dans l'histoire, le rôle de la biographie comme moyen de connaissance du passé. On trouve l'écho de cette réflexion dans la préface que Mohamed Harbi rédige pour le *Dictionnaire biographique des militants nationalistes algériens* de Benjamin Stora : « A la suite de glissements successifs on en est venu à faire des groupes sociaux

---

[44] M. Harbi, *L'Algérie et son destin - Citoyens et croyants,* Paris, Arcantères, 1992, p. 17.

[45] M. Harbi. 1954. *la Guerre commence en Algérie,* Bruxelles, Editions Complexe, 1984, p. 8.

[46] M. Harbi, *L'Algérie et son destin,* op. cit., p. 23.

les exécutants passifs d'une fonction économique, à refuser aux événements et aux hommes un rôle créateur. L'intérêt de la biographie est de rappeler qu'une histoire qui se veut totale ne peut faire abstraction du rôle des individus, de leurs conceptions personnelles, de leurs choix », écrit Mohamed Harbi[47]. Benjamin Stora expose à son tour les difficultés du genre biographique et explique ses choix : « Pour la rédaction des notices, nous avons établi des points de repère : narration chronologique (naissance, éducation, prise de responsabilités) qu'interrompt, pour les principales notices, une analyse des divers comportements dans les moments décisifs. Ce procédé élimine les instantanés psychologiques, la recherche du pittoresque, les tentatives de descriptions anecdotiques qui relèvent, selon nous, de la galerie de portraits »[48]. Cet intérêt nouveau pour la biographie s'est manifesté également avec la création en 1983 d'une « association pour un dictionnaire biographique de l'Algérie » par un groupe d'universitaires et de chercheurs qui publie depuis une revue : *Parcours - L'Algérie. Les hommes et l'histoire.* J.-L. Planche, rédacteur en chef de cette revue, définit ainsi l'esprit de cette recherche : « Notre démarche est inverse de celle des dictionnaires biographiques qui s'appuient sur une histoire constituée, qui répertorient, résument et synthétisent. A l'inverse nous analysons, nous défrichons et par là nous contribuons à ouvrir une histoire »[49].

Ces évolutions semblent donc indiquer une sensibilité accrue à une histoire politique renouvelée. On peut citer parmi les ouvrages s'inscrivant dans cette tendance la thèse de G. Pervillé sur *Les étudiants algériens de l'Université française (1880-1962)* qui allie histoire culturelle, histoire politique et histoire sociale. *La Guerre d'Algérie et les intellectuels français* sous la direction de J.-P. Rioux et J.-F. Sirinelli, s'inspire de la nouvelle histoire des idées politiques en posant le problème des rapports entre l'événement et la mémoire, et en s'interrogeant sur le rôle et la puissance des clercs.

On le voit, l'historiographie coloniale s'est avérée très dynamique au cours de ces dernières années et c'est sans doute ce renouvellement qui a suscité le besoin de synthèses actualisées.

Le retour des grandes synthèses

A la fin des années 80, trois grandes maisons d'édition : A. Colin, Denoël et Fayard ont en effet publié de volumineuses collections d'histoire coloniale. Cette coïncidence peut surprendre car, depuis la monumentale *Histoire des colonies françaises*[50] publiée en six volumes sous la direction de G. Hanotaux et A. Martineau, aucune synthèse de cette ampleur n'avait été tentée.

La plus ambitieuse est sans doute *l'Histoire de la France coloniale* publiée par A. Colin. C.-R. Ageron explique en préface l'ambition du projet : « Voici qu'est arrivé le temps de l'histoire coloniale critique, scientifique dirons-nous, dans la mesure où la connaissance historique est comme toute science une perpétuelle remise en cause.

---

[47] M. Harbi dans B. Stora, *Dictionnaire biographique des nationalistes algériens,* Paris, L'Harmattan, 1981, p. 6.

[48] *Ibidem,* p. 357.

[49] J.-L. Planche dans *Parcours - L'Algérie, les hommes et l'histoire*, premier trimestre 1985.

[50] *Histoire des colonies françaises* sous la direction de G. Hanotaux et A. Martineau, Paris, Plon, 1929-1933. Le volume consacré à l'Algérie avait été confié à A. Bernard, auteur également du volume XII de la *Géographie Universelle* consacré à l'Afrique du Nord.

Quelques universitaires français, connus pour leurs travaux sur l'histoire coloniale, se sont donc associés pour écrire non plus une histoire patriotique ou révolutionnaire des colonies, mais une histoire scientifique de la France coloniale présentée dans son développement chronologique[51].

Le ton se veut donc dépassionné et le propos entend dépasser le débat traditionnel entre partisans et adversaires de la colonisation, pour mener une réflexion sur la nature de la France coloniale. Cette réflexion passe par la confrontation de deux thèmes : la dimension économique et la dimension idéologique. Le rôle économique et commercial des colonies est fortement souligné par Jacques Thobie dans un excellent « Bilan colonial en 1914 ». S'appuyant sur les travaux de Jacques Marseille, il souligne « la place croissante que prenait l'Empire dans les échanges extérieurs de la métropole depuis les années 80 »" et rappelle que « l'Empire offrait aussi aux capitaux qui s'y étaient investis de solides opportunités de profit[52]. Si le marché colonial peut apparaître comme une « béquille du capitalisme français », ce capitalisme n'est pas présenté de façon monolithique et les auteurs soulignent les rivalités d'intérêts et les différentes conceptions qui s'affrontent. Avec la crise ce sont les conceptions les plus frileuses qui l'emporteront dans le cadre d'une politique autarcique de repli sur l'Empire.

La dimension idéologique n'est pas négligée. Le problème de la conscience coloniale des Français est ainsi posé et les auteurs ne cachent pas, sur cette notion évidemment difficile à cerner, des différences d'appréciation. Jacques Thobie semble estimer que la « conquête des consciences » est déjà avancée à la veille de la guerre de 14 grâce à l'action du lobby colonial et de ses relais. C. Coquery- Vidrovitch accorde un rôle particulier aux expositions coloniales et pense que la grande Exposition de 1931 marque un approfondissement de cette conscience. Beaucoup plus réservé, C.-R. Ageron analyse les premiers sondages d'opinion et en déduit une certaine indifférence des Français vis-à-vis de leur Empire. C'est dans les années 1946-48 que culminerait selon lui la prise de conscience coloniale. Toutefois, au-delà de cette notion de conscience coloniale, c'est l'imaginaire social que veulent atteindre les auteurs. C.-R. Ageron écrit ainsi : « Enfin la colonisation, parce qu'elle fut d'abord une aventure collective, s'est toujours nourrie de rêves exotiques et de mirages autant peut-être que de profits[53]. Gilbert Meynier évoque ainsi la littérature et le cinéma des années 20. C. Coquery- Vidrovitch consacre une analyse importante à la symbolique des expositions coloniales, étudie « l'image du colonisé dans la culture française » et aborde des problématiques neuves comme « la place des femmes aux colonies »... On ne peut donc que constater avec la revue *L''Histoire* que « cette impressionnante somme de savoir s'imposera comme un instrument irremplacé » mais on regrettera avec lui « le parti-pris d'austérité perceptible dans l'absence d'iconographie sur l'imaginaire colonial et dans la rareté des portraits[54].

L 'Histoire de la colonisation française de Fayard, tout aussi volumineuse, est d'une approche plus traditionnelle, Le premier volume confié à Pierre Pluchon, spécialiste de l'histoire antillaise, évoque *Le premier Empire colonial des origines à la Restauration.* Le second volume, *Flux et reflux* (1815-1962), a été rédigé par Denise

---

[51] *Histoire de la France coloniale :* Tome l, *Des origines à* 1914, par Jean Meyer, Jean Tarrade, Annie Rey-Goldzeiguer, Jacques Thobie ; tome 2, *1914-1990,* par Jacques Thobie, Gilbert Meynier, Catherine Coquery-Vidrovitch, C.-R. Ageron ; Paris, A. Colin, 1990,846 + 654 p.

[52] *lbidem,* t. 2, p. 34.

[53] *lbidem,* t. l, p. 3.

[54] *L'Histoire,* n° 154, avril 1992, p. 50.

Bouche qui avait consacré sa thèse à l'enseignement dans les territoires d'AOF[55]. L'unité de rédaction de chaque volume donne sans doute un ton plus homogène mais l'approche est moins problématisée.

L'orientation de la collection *L'Aventure coloniale de la France* publiée chez Denoël est sensiblement différente. Le titre même indique une approche moins universitaire. Parmi les auteurs, on trouve néanmoins un universitaire, Jean Martin, pour les deux premiers volumes : *L'Empire renaissant* et *L'Empire triomphant* (18'71-1936), un journaliste spécialiste des questions de défense, Paul-Marie De la Gorce pour *L'Empire éclaté* (1936- 1946) et un collaborateur du *Monde*, Jean Planchais, pour *L'Empire embrasé* (1946-1962). La chronique événementielle et politique prend une place plus importante dans ces volumes que dans les collections précédentes. Ce n'est donc pas faire insulte à cette entreprise éditoriale que de constater que, si l'information y est abondante et de qualité et le choix des annexes toujours judicieux, le ton est plus journalistique.

Au terme de cette rapide évocation on souscrira volontiers au jugement de G. Pervillé : « L'histoire de la colonisation n'est plus ce qu'elle était il y a un demi-siècle [...] n'ayant pas su prévoir un phénomène sans précédent, la décolonisation, elle perdit son prestige. Le discrédit compréhensible du triomphalisme a laissé le champ libre aux critiques 'anticolonialistes' auparavant minoritaires. Ce retour de balancier n'a pas pour autant substitué un nouveau conformisme à l'ancienne histoire officielle. Au contraire le nombre et la qualité des publications récentes prouvent que l 'histoire coloniale a su se renouveler aussi bien que les autres champs de l'histoire et qu'elle ne souffre pas plus que les autres des divergences idéologiques entre historiens de tendances différentes »[56]. Peut-être faut-il aller plus loin et se demander au vu des études récentes si une des conditions du renouvellement ne réside pas dans la renonciation à une certaine spécificité d'approche. C'est parce qu'elle s'est laissée irriguer par les nouveaux courants de la recherche historique et qu'elle a su intégrer les perspectives nouvelles de l'histoire économique, politique, des mentalités, que l'histoire coloniale a su se renouveler. Il faut donc se garder des spécialisations trop poussées et des cloisons trop étanches. Le terme d'histoire coloniale reste donc pratique pour désigner une réalité spécifique faite de l'entrelacement de deux histoires nationales, toutefois cette histoire coloniale doit être conçue dans ses méthodes et dans son esprit comme une histoire du temps présent.

---

[55] D. Bouche. L'Enseignement dans les territoires de l'Afrique occidentale française de 1817 à 1920 : mission civilisatrice ou formation d'une élite? Presses Universitaires de Lille, 1975,947 p.

[56] G. Pervillé, *op. cit.*, p. 1.